

DÉLIVRANCE DU CERTIFICAT DE CHANGEMENT DE RÉSIDENCE

Le RCD dénonce la nouvelle procédure

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie a dénoncé, hier, à travers un communiqué officiel, la nouvelle disposition légale obligeant les Algériens émigrés à remettre définitivement leur titre de séjour pour importer des biens dans le cadre d'un déménagement.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «A l'avant-veille du 17 octobre, journée qui lui est dédiée, notre émigration subit un nouveau coup dur.

En effet, en obligeant le citoyen algérien à restituer définitivement sa carte de séjour lorsqu'il déménage au pays, notre gouvernement semble suivre la ligne prônée par la politique française d'immigration.

La loi de finances complémentaire, parmi d'autres dispositions scélérates, vient de porter un coup dur à notre émigration en conditionnant la délivrance par les autorités du Certificat de changement

de résidence (CCR) à la remise définitive de la carte de résident.

La délivrance du CCR sans restitution du titre de séjour permettait jusqu'à présent aux émigrés d'effectuer, une fois dans leur vie, un déménagement exonéré de taxe. Autant dire que leurs illusions s'en-voient», indique dans ce communiqué Rafik Hassani, député RCD de France Nord.

Cette nouvelle disposition, introduite dans la loi de finances complémentaire de l'année 2008, oblige les émigrés à restituer leurs titres de séjour afin de bénéficier des exonérations

de taxes lors du déménagement.

«A l'occasion de leur retour définitif en Algérie, les nationaux immatriculés auprès de nos représentations diplomatiques et consulaires, qui justifient d'un séjour ininterrompu d'au moins 3 ans à l'étranger à la date de changement de résidence dûment justifié par le certificat délivré par les autorités du pays d'accueil attestant de la restitution de leur carte de séjour et qui n'ont jamais bénéficié des avantages liés au changement de résidence, peuvent importer», stipule l'article 42 de cette loi promulguée par ordonnance présidentielle. Pour le parlementaire du RCD, cette décision portera préjudice à la communauté algérienne vivant à l'étranger, notamment à ceux qui souhaitent conser-

ver quelques avantages sociaux. «On sait que nombre de nos retraités conservent leur titre de séjour pour bénéficier des soins médicaux auxquels leur donne droit la cotisation de toute une vie de labeur.

Beaucoup d'entre eux, d'ailleurs, continuent à vivre en France dans des conditions de grave précarité ; car conserver leur carte de séjour est pour eux le seul moyen de profiter d'une pension de retraite un peu meilleure.

C'est à croire que l'Etat est sans cesse à l'affût, à la recherche de moyens de saigner la communauté émigrée», souligne Rafik Hassani en appelant les Algériens émigrés à «rester vigilants et à se mobiliser contre cette loi indigne».

T. H.

ART, MÉMOIRES ET HISTOIRE

Trois semaines de débats entre Français et Algériens

Du 10 au 31 octobre, soit tout au long de trois semaines, une série de manifestations culturelles et scientifiques autour du thème «Français et Algériens : art, mémoires et histoire réunira à Paris des historiens algériens et français, des ethnologues, des sociologues, psychiatres, scientifiques et chercheurs de nombreux pays et enfin des écrivains, cinéastes et artistes qui viendront exposer leur production.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Cet événement ouvert au grand public, le premier d'une telle envergure, sera ponctué par de nombreuses expositions, un colloque international, des débats, des lectures d'ouvrages, l'ensemble du programme s'appuyant globalement sur l'histoire franco-algérienne et en particulier sur celle des harkis et de leurs descendants.

Entre autres nombreuses personnalités algériennes du monde littéraire, politique ou artistique qui prendront part à l'événement, l'historien Mohamed Harbi, les écrivains Yasmina Khadra, Bachir Hadjadj, Maïssa Bey, Yahia Belaskri, Magyd Cherfi, Ghaleb Benchikh, les professeurs de lettres Zineb Ali Benali, Malika Ouadi, le cinéaste Mehdi Laloui... et beaucoup d'autres personnalités qui, dans leur diversité et spécificité, viendront donner leur vision de l'his-

toire. L'initiative émane de l'association «Harkis et droits de l'homme» qui s'est toujours distinguée par ses efforts pour «la mise en commun de différentes visions de l'histoire» et qui se bat «pour que la nation française reconnaisse officiellement sa responsabilité dans le drame des harkis, un drame qu'il serait injuste et dangereux de sortir de son contexte général de la colonisation».

«Harkis et droits de l'homme» a été, rappelons-le, une des premières associations, en tout cas la seule association de harkis, à réagir officiellement contre la loi de février 2005 sur «les bienfaits de la colonisation».

Cette association a reçu le parrainage et le soutien d'une quarantaine d'organismes privés et publics et de nombreuses personnalités, dont le journaliste Jean Daniel, le généticien Albert Jacquard, l'historien Jean Lacouture et la metteuse en

scène Ariane Mnouchkine. Trois rencontres-débats sont programmées. Le 10 octobre à 17h30 à la Fnac Ternes (Paris) : Gilles Manceron, Yasmina Khadra et Karima Berger se retrouveront autour du thème «Algérie, une histoire très actuelle».

Un autre thème, «Algérie, au fil des pages», sera débattu au Sénat le 18 octobre à 16h et permettra de suivre les échanges entre Yahia Belaskri, Karima Berger, Maïssa Bey, Eveline Caduc, Magyd Cherfi, Jacques Ferrandez, Bachir Hadjadj, Hadjila Kemoun, Benjamin Stora, Marc Testud et Behdja Traversac.

Le dernier débat, fixé au 28 octobre à 18h, sera consacré à «Mémoires et histoire» et mettra côte à côte Maïssa Bey, Bachir Hadjadj, Hadjila Kemoun et Fatima Besnaci-Lancou dans les locaux de la Fnac Digitale Odéon (Paris).

Toujours au plan de l'écriture de l'histoire et de sa transmission, une journée d'études consacrée aux enseignants est programmée à l'Hôtel de ville de Paris le 25 octobre.

Deux pièces de théâtre ont été retenues : la première, le 13 octobre au théâtre du Soleil, intitulée *Madame Lafrance*, d'après le livre de Maïssa Bey et

toujours dans le même théâtre, mais le 20 octobre *Enfant de harki*, d'après un texte de Dalila Kerchouche.

Un colloque consacré aux «Nouvelles approches sur l'histoire des harkis dans la colonisation et ses suites» se tiendra les 21 et 22 octobre (sur deux jours) à l'Hôtel de ville de Paris et abordera d'abord le thème des «supplétifs durant la guerre d'Algérie et lors de l'indépendance», puis, au deuxième jour «la formation de la communauté harki en France après l'indépendance de l'Algérie».

Tout au long des rencontres, deux expositions seront données à voir : l'une, consacrée à «des portraits de harkis au Camp des invisibles» et l'autre consistera en une série de peintures évoquant «les chibanis harkis».

Au plan des manifestations cinématographiques des films divers, dont *Le choix de mon père* de Rabah Zanon (au Lucernaire le 11 octobre à 11h) ou *Le silence du fleuve* d'Agnès Denis et Mehdi Lalaoui, offriront aux spectateurs des visions multiples de notre histoire.

Un hommage particulier sera rendu au cours de cette manifestation à Germaine Tillon et Aimé Césaire.

K. B.-A.

ATTENTAT SANGLANT À LA VOITURE PIÉGÉE, HIER MATIN, EN SYRIE

Dix-sept morts et quatorze blessés à Damas

Un attentat à la voiture piégée, perpétré hier matin au sud de Damas, en Syrie, a coûté la vie à 17 personnes et fait 14 blessés, tous des civils. Le véhicule, bourré de 200 kilogrammes d'explosifs, selon la télévision syrienne, a explosé près d'un poste des services de sécurité.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - L'attentat d'hier a été perpétré au niveau d'une intersection menant à la fois à l'aéroport international de Damas et à la tombe de Sayyeda-Zeinab, un lieu de culte chiite. Il s'agit de l'attentat le plus sanglant, depuis ceux des années 1980 qui ont été revendiqués par les Frères musulmans, selon les observateurs de la scène politique syrienne. Le dernier attentat à la voiture piégée remonte au 26 septembre 2004 à Zahira, un quartier du sud de Damas.

Un cadre du mouvement islamiste palestinien Hamas a été tué. Trois passants ont été aussi blessés dans cet attentat que la Syrie et le mouvement palestinien avaient imputé à Israël. Mais dans le cas de l'attentat d'hier, personne ne pouvait préciser la cible exacte qui a été visée ni qui est l'auteur de cet acte terroriste.

«Nous ne pouvons montrer du doigt une partie précise mais l'enquête dirigée par l'unité de lutte antiterroriste nous mènera aux responsables», a déclaré le ministre syrien de l'Intérieur, le général Bassam Abdel Madjid, qui est intervenu à la télévision publique syrienne pour dénoncer l'attentat d'hier qu'il a qualifié de «terroriste».

«Lorsque nous aurons des éclaircissements, nous annoncerons les détails de l'enquête», a-t-il promis. Pour Ibrahim Darraji, professeur de droit international à l'université de Damas, «la Syrie est visée, que ce soit par des Etats dont les intérêts sont en contradiction avec ceux de Damas concernant les dossiers libanais, palestinien et irakien, ou par des services de renseignement et d'autres groupes qui ont intérêt à porter atteinte à la sécurité de ce pays», rapporte l'AFP.

Rappelons que le 22 septembre dernier, les autorités libanaises avaient annoncé que la Syrie avait dépêché en renfort environ 10 000 soldats sur leur frontière commune au nord du Liban «pour des raisons de sécurité interne». Cette décision a été prise un mois après l'assassinat du général Mohamed Sleimane, responsable de la sécurité du Centre d'études et de recherches scientifiques syrien. Ce militaire servait, selon les médias arabes, d'agent de liaison avec le Hezbollah libanais et certains le considèrent comme «le bras droit» du président Bechar Al-Assad.

Sa mort est survenue six mois après l'assassinat, le 12 février, à Damas d'Imad Moughnieh, un homme-clé des opérations militaires du Hezbollah chiite libanais, tué dans l'explosion de sa voiture. Accusé par le Hezbollah, Israël a nié toute implication dans cet attentat qui a visé un homme recherché par Interpol et les Etats-Unis pour une série d'attentats et d'enlèvements.

La Syrie, qui a commencé à sortir de son isolement international avec la visite, le 3 et le 4 septembre, à Damas du président français Nicolas Sarkozy, la première d'un chef d'Etat occidental en cinq ans, avait été accusée, il y a à peine une semaine, par le président américain George W. Bush de soutenir le terrorisme. Les Etats-Unis reprochent, en fait, à la Syrie d'appuyer le Hezbollah et de faciliter l'infiltration d'insurgés en Irak. Une rencontre a d'ailleurs eu lieu hier à New York entre les chefs de la diplomatie américaine et syrienne, Condoleezza Rice et Walid Mouallem, à la demande de la secrétaire d'Etat américaine, selon l'agence officielle syrienne Sana.

Les deux diplomates ont abordé les «questions régionales, dont l'Irak, le Liban et le Darfour, le processus de paix au Proche-Orient, ainsi que les pourparlers indirects syro-israéliens qui se déroulent depuis mai via la Turquie», indique l'agence syrienne.

L'attentat d'hier a été fermement condamné par le président français, Nicolas Sarkozy et le roi de Jordanie, Abdallah II, qui ont également adressé un message de condoléances aux familles des victimes.

Pour sa part, le Premier ministre jordanien Nader Dahabi a exprimé à son homologue syrien Mohammad al-Otri la «solidarité de la Jordanie avec la Syrie dans sa lutte contre le terrorisme», ajoute encore l'AFP.

L. M. /Agences